



## Le coronavirus ne doit pas nous priver durablement de nos libertés

**DEIRDRE MCCLOSKEY**

*Les crises conduisent souvent à la croissance de l'État. Cela dépend essentiellement des idées qui sont diffusées.*

L'économiste et historien américain Robert Higgs a noté qu'au cours du vingtième siècle, les guerres et les divers équivalents de guerres, par exemple contre les drogues ou les virus, ont conduit à des extensions permanentes du pouvoir de l'État. Or, le pouvoir c'est la capacité de contraindre physiquement. La guerre est sa version la plus extrême. Il doit bien y avoir une raison pour laquelle les citoyens des pays occidentaux sont contraints de payer environ 40% du PIB pour les guerres et les autres activités de l'État, alors qu'il y a un siècle, ils payaient seulement 10%. De plus, l'expansion réglementaire récente de l'État, notamment celle de nombreuses activités privées, comporte également un coût pour les citoyens, qu'ils paient indirectement. En 1950, 5% des professions américaines nécessitaient une licence. Aujourd'hui, ce pourcentage est passé à 30% et comprend celles de coiffeur et de décorateur d'intérieur. Comme le disait l'humoriste Will Rogers dans les années 1920, avant que tout cela ne devienne réalité: «Ceux qui se plaignent du coût élevé de l'État devraient être heureux que nous n'en obtenons pas autant que ce que nous payons».

Pourtant, les guerres — et le renforcement parallèle de l'État — existent depuis longtemps. Elles ont même toujours été présentes. Pourtant, dans le passé, une guerre ne conduisait pas forcément à une croissance du poids de l'État et aux atteintes à la liberté que nous connaissons aujourd'hui. Après la fin des guerres napoléoniennes en 1815, le Royaume-Uni a réduit le pouvoir de l'État, amorçant la grande période du libéralisme. Cependant, après une situation similaire en 1945, le pouvoir de l'État a augmenté. Aux États-Unis, pendant la «guerre qui devait mettre fin à toutes les guerres», le président Wilson s'est emparé avec enthousiasme de pouvoirs tyranniques, utilisant la propagande d'État pour attiser les ressentiments anti-allemands et pour dissimuler des informations sur la grippe «espagnole» qui avait débuté, contrairement à ce que laisse supposer son nom, dans une ferme porcine du Kansas. Alors qu'après 1918, les États-Unis sont revenus au libéralisme, ils ne l'ont pas fait en 1945. La guerre chaude s'est transformée en guerre froide, le «ministère de la guerre» a été renommé «ministère de la défense» et l'emprise de l'État sur l'économie américaine s'est renforcée. La Food and Drug Administration, l'une des nombreuses agences dont les agissements sont responsables de la situation délétère actuelle aux États-Unis, s'est vu accorder à partir de 1962 un droit de regard sur un cinquième de l'économie: sur la nourriture, les médicaments et même les tests de dépistage des coronavirus.

### Le rôle des idées

En d'autres termes, les faits suggèrent que derrière la croissance de l'État, il y a quelque chose de plus profond, et de plus récent, que les simples guerres. La cause profonde, ce sont les idées, comme l'a également identifié Higgs, et en particulier les nombreuses idées antilibérales conçues en Europe au dix-neuvième siècle et mises en œuvre au vingtième: le nationalisme, la règle illimitée de la majorité et le socialisme. Comme l'a affirmé Keynes en 1936: «Les idées des économistes et des philosophes politiques, qu'elles soient justes ou fausses, sont plus puissantes qu'on ne le croit généralement. À vrai dire, il n'y a pas grand-chose d'autre qui gouverne le monde».

Depuis un siècle environ, les situations d'urgence, comme la lutte actuelle contre Covid-19, justifient une plus grande coercition de la part de l'État. Viktor Orbán utilise le coronavirus de la même manière qu'il a utilisé il y a quelques années l'immigration syrienne et l'antisémitisme pour arriver à ses fins. La cause n'est pas la guerre mais les idées. Dans le cas d'Orbán, il s'agit d'un mélange de nationalisme et de socialisme, que l'on appelle généralement national-socialisme.

La deuxième idée, la règle illimitée de la majorité, a été étendue progressivement à un maximum de personnes. Le droit de vote accorde une dignité humaine que Mill, Tocqueville, Sylvia Pankhurst, Martin Luther King et tous les vrais libéraux des deux derniers siècles ont admirée de façon extravagante. Pourtant, le vote à la majorité ne débouche pas toujours sur des politiques judicieuses. Même si à bien y penser, l'élite n'est pas clairvoyante non plus, s'il l'on pense aux très nombreuses sottises d'experts. Et si c'était avant tout la «politisation» qui posait problème?

Il n'en demeure pas moins que dans le cas des décisions de la majorité, la définition d'il y a un siècle du satiriste H.L. Mencken reste pertinente: «le principe de la majorité est la théorie selon laquelle les gens ordinaires savent ce qu'ils veulent... et méritent de l'obtenir pleinement et dans la douleur». La pire version de la règle de la majorité en Grèce s'appelait l'ochlocratie, ou, d'après une expression plus tardive dérivée du latin et du grec, la mobocratie. Elle a démontré ses faiblesses lors de la désastreuse expédition des Athéniens à Syracuse pendant la guerre du Péloponnèse. Dans bien des cas, on pourrait aussi l'appeler l'idiocratie.

La troisième idée: le socialisme. Tout comme le nationalisme et la règle de la majorité, le socialisme sonne bien à beaucoup d'oreilles. Dans sa forme douce et non marxiste, le socialisme reconstitue une famille, dans laquelle l'État joue le rôle des parents, donnant la sécurité aux enfants en échange d'une stricte obéissance. Dans un célèbre discours prononcé devant le Parlement suédois en 1928, Per Albin Hansson avait parlé du folkhemmet, « la maison du peuple ». Maman veut que tu obéisses, mon chéri.

Le socialisme m'a séduite au lycée, dans ma période gauchiste. Jeremy Corbyn et moi avons le même âge, et nous avons les mêmes opinions sur le capitalisme en 1960. Depuis lors, j'ai appris certaines choses. Par exemple que le socialisme est l'utilisation du monopole légal de la force pour obliger les gens à faire dans l'économie ce qu'ils ne feraient pas s'ils étaient libres. Le socialisme pourrait donc être appelé «coercition économique».

### Coercition ponctuelle ou permanente?

Bien sûr, parfois ce que l'État nous force à faire est une bonne idée. Par exemple contraindre les parents à vacciner leurs enfants contre la rougeole. Un cas de rougeole en infecte 20 autres, et la maladie est régulièrement mortelle pour les adultes qui ne l'ont pas eue dans leur enfance: demandez aux Aztèques, aux Incas et aux Mohicans ce qu'ils en pensent. Le nombre de personnes infectées par chaque cas du nouveau coronavirus est de deux ou trois, ce qui est déjà suffisamment dangereux. De plus, sans test, il est souvent indétectable. Pour la grippe, le nombre est plus faible, entre un et deux. C'est pourquoi dans les cas de grippe saisonnière normale, pour lesquels nous

avons des défenses, il n'est pas rationnel de contraindre les individus à rester chez eux. Les personnes à risque ont tout intérêt à se protéger en se faisant vacciner, ce qui réduit également la contagion pour ceux qui ne le font pas. Lorsque la protection contre la grippe ne fonctionne pas, comme c'est le cas pour des milliers de personnes chaque année, ni la protection personnelle, ni un État coercitif ne pourront vous aider.

En d'autres termes, la coercition n'est pas toujours mauvaise, pas plus qu'empêcher votre enfant de deux ans de s'élanter devant un bus en le retenant par le bras. Parfois, dans une guerre de survie, même dans un régime politique libéral, nous devons admettre certaines contraintes. Mais dans la crise du coronavirus, presque tous les États, contrairement à la Corée du Sud et à Singapour, ont buté sur le premier obstacle, à savoir trouver la réponse correcte à un fléau dont le nombre d'infections est élevé: il fallait agir rapidement, puis tester, tester, tester. Comme ils ont échoué, la seule alternative est celle du Moyen Âge: la quarantaine, en rejetant la faute sur les étrangers.

Nos richesses font que cette approche de la quarantaine de masse ne sera pas un désastre total. Nous nous en remettrons et n'aurons pas à sacrifier nos libertés à jamais pour y parvenir. Pour avoir une idée de ce que signifierait la coercition permanente, pensez à ce que dit O'Brien dans *1984* de George Orwell: «Si vous voulez une image de l'avenir, imaginez une botte qui écrase un visage humain — de façon permanente».

Refusons cette voie. Défendons un libéralisme qui soutient l'innovation et qui admet que les adultes sont responsables et dignes de confiance. Ne retombons pas dans les bras d'un État paternaliste et ignorant aux tendances autoritaires. Ne faisons pas l'erreur de croire qu'une coercition parfois nécessaire justifie la coercition permanente.

*Deirdre Nansen McCloskey est professeure émérite en économie, histoire, anglais et communication à l'Université de l'Illinois à Chicago. Elle est l'auteure de la trilogie *Bourgeois Equality: How Ideas, Not Capital or Institutions, Enriched the World* (2016), *Bourgeois Dignity: Why Economics Can't Explain the Modern World* (2010) et *The Bourgeois Virtues: Ethics for an Age of Commerce* (2006).*

Avril 2020

